

**Inventaire des Zones Humides**  
**Compte-rendu du Comité territorial « SEMENE »**  
**- 4 juin 2015 -**

**Personnes présentes**

PEYSSELON Valérie – Conseillère départementale 42  
AULAGNIER Jean-Paul – Président Comité rivière Semène / CC Loire-Semène  
DAUPHIN Jean-Claude – Fédération de Pêche 42  
ARNAUD Joseph - Chambre d'agriculture de la Loire  
EPALLE Daniel – FDSEA 42  
ODOUARD Yves – Confédération Paysanne 42  
BONNARD Alain – FRAPNA 42  
REVEILLIEZ Jean-Marc – DDT43  
GIBERT Chrystelle – DDT42  
CHAVAS Gilles – Fédération des Chasseurs de la Loire  
CHANTREAU Damien – SICALA – Contrat rivière Semène  
DROIN Thierry – CESAME  
FRAPPA Fabrice – Conseil départemental 42 – Service Environnement  
CHORGNON Guillaume – Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes  
SOISSONS Aurélie – CEN Auvergne  
DOURY Nadège – PNR Pilat

**Contexte / Introduction** : Mme PEYSSELON (CD42) et Mr AULAGNIER (Comité Semène)

Le Département de la Loire a lancé un inventaire des zones humides du Département de la Loire et du territoire du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Loire en Rhône-Alpes » en 2012. La prestation a été confiée au bureau d'études CESAME et bénéficie de l'appui technique du Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes (CEN Rhône-Alpes).

La démarche d'inventaire prévoit une animation locale par bassins versants ou groupes de bassins versants, sous la forme de 10 Comités territoriaux, avec une co-invitation par le Département de la Loire et les structures animatrices des procédures Contrats de rivières ou Opérations coordonnées. Ces comités se sont réunis une première fois début 2013. La deuxième série de réunions a lieu en juin 2015, dans la perspective d'une présentation pour validation de l'inventaire zones humides à la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE prévue le 7 juillet 2015.

**La présentation se déroule en quatre parties :**

Partie 1 : Fabrice FRAPPA (Département 42) rappelle le contexte de l'étude, les objectifs, la gouvernance et revient sur la phase de consultation réalisée par le Département en 2014-2015 ;

Partie 2 : Guillaume CHORGNON (CEN RA) présente une synthèse des résultats finaux de l'inventaire ;

Partie 3 : Thierry DROIN (CESAME) présente une proposition de méthode de hiérarchisation ;

Partie 4 : Guillaume CHORGNON (CEN RA) et Thierry DROIN (CESAME) présentent des exemples de prises en compte de l'inventaire (Plan local d'urbanisme, Zone d'aménagement concerté et Projet agro-environnemental et climatique).

La présentation est téléchargeable sur le site internet du Département de la Loire : <http://www.loire.fr/zonshumides> et celui du SAGE Loire en Rhône-Alpes : <http://sage.loire.fr>

### **Synthèse des échanges :**

*En lien avec la partie 1 :* Le Département de la Loire rappelle que l'inventaire ne concerne que les zones humides (ZH) supérieures à 1 hectare et qu'il n'a pas de portée réglementaire directe. L'inventaire constituera avant tout un outil d'aide à la décision et de connaissance pour les communes, EPCI et acteurs socio-professionnels.

Un effort conséquent a été réalisé en 2014-2015 pour améliorer la qualité de l'inventaire et répondre aux sollicitations issues de la période de consultation menée sur les zonages proposés. Plus de 110 rencontres ont été organisées (Mairies et exploitants agricoles essentiellement) entre août 2014 et avril 2015 pour ajuster certains contours. Au final 222 zones humides ont été réajustées sur 2400 soumises à consultation. Le résultat final de l'inventaire est le suivant : 3 361 ZH de + de 1 hectare pour 16 372 hectares.

Mr BONNARD (FRAPNA) regrette que l'inventaire ne porte que sur les grandes ZH supérieures à 1 hectare et qu'aucune diffusion de document papier (atlas) ne soit assurée. Étant donné la portée de l'inventaire (5400 km<sup>2</sup>) et le nombre de communes concernées (400), le Département a préféré choisir une consultation via un serveur .ftp permettant des économies en termes d'impression.

*En lien avec la partie 2 :* Mr BONNARD (FRAPNA) souligne les limites de la méthode utilisée pour détecter les ZH en milieux forestiers (besoin d'utiliser des photos-infra-rouges). Cette lacune est réelle mais reste toutefois limitée par le fait que les ZH inventoriées se sont également appuyées sur les connaissances locales, études et inventaires naturalistes antérieurs. À titre d'exemple, le CEN Auvergne précise qu'une dizaine de ZH forestières ont pu être rajoutées suite à la consultation de 2014.

*En lien avec la partie 3 :* Mr CHANTREAU (SICALA) précise qu'au titre de la DCE, le bassin versant est concerné par 2 masses d'eau. L'analyse proposée serait intéressante à croiser avec chacune de ces masses d'eau.

*En lien avec la partie 4 :* Mme PEYSSELON (Département 42) indique que les données sur les ZH pourront être intégrées au « porter à connaissance » que réalise le Département auprès

des communes en amont des PLU. Elle rappelle l'obligation d'étude environnementale dans le cadre de ces procédures PLU.

Mr CHANTREAU (SICALA) demande si un accompagnement par le SAGE est également prévu pour cela. Seule la diffusion d'outils (exemple : fiches urbanisme et ZH) est prévue mais pas d'accompagnement individuel.

Pour ce qui concerne les mesures compensatoires liées à d'éventuelles destructions de ZH, Mr FRAPPA (Département 42) précise qu'il est techniquement et économiquement plus réaliste de privilégier une restauration de ZH dégradée plutôt qu'une recréation de ZH. L'inventaire départemental permettra ainsi de cibler des sites potentiels à mesures compensatoires. Mr BONNARD (FRAPNA) partage cet avis car il semble illusoire de vouloir créer des ZH dans des zones sèches, là où elles n'existaient pas. Dans tous les cas, le principe d'évitement de la ZH lors d'un aménagement et de respect de l'alimentation en eau de celle-ci doit avant tout être privilégié.

Sur les PAEc, Mr ODOUARD (Confédération Paysanne) est sceptique sur ce type de projet étant donné les financements limités actuels. Pour rappel, le PAEc du Pilat s'est vu largement amputé lors de sa validation en commission régionale. Mr ARNAUD (FDSEA) rappelle qu'il est nécessaire de maintenir une activité agricole sur les ZH si on souhaite qu'elles se maintiennent. Les anciennes mesures MAE n'avaient pas fonctionnées car les cahiers des charges étaient trop contraignants. Il est nécessaire d'intégrer les ZH dans la dynamique agricole des territoires car ce sont des surfaces peu productives et donc plus facilement abandonnées par les agriculteurs.

En conclusion, Mme PEYSSELON (CD42) et Mr AULAGNIER (Comité Semène) remercient les invités présents pour la qualité des débats. La diffusion publique des données de l'inventaire ne sera possible qu'après la validation officielle de l'étude par la CLE du SAGE prévue début juillet. En complément, le Département souhaite s'appuyer sur les Contrats de rivières et l'apport technique du CEN pour poursuivre la dynamique engagée sur les territoires en vue d'une meilleure prise en compte des zones humides. À l'échelle départementale, un travail spécifique avec la profession agricole sera également engagé pour aboutir à une charte des bonnes pratiques en zones humides.